

Question écrite

Conseil de Ville du 31 mars 2025

Écoles sous tension : quels moyens pour soutenir élèves et enseignants/es ?

« Ferme ta gueule. »

« Nique ta mère »

« Face de bite »

« Sale gay »

Ces propos, choquants et pourtant réels, ont été rapportés à plusieurs reprises dans des classes d'écoles primaires de Delémont et ceci même dès les classes d'âge de 6 à 8 ans ! Ces retours de terrain illustrent une réalité inquiétante, celle d'un climat scolaire qui, dans certains établissements, se détériore au point de nuire gravement à l'apprentissage et au vivre-ensemble. Il en découle des difficultés toujours plus croissantes, tant pour les élèves que pour les équipes pédagogiques. Ces insultes, souvent banalisées par les élèves eux-mêmes, révèlent un manque d'encadrement, de repères et de moyens suffisants pour assurer un cadre d'enseignement serein, respectueux et propice aux apprentissages.

La combinaison de classes aux effectifs importants, d'une grande diversité de profils (besoins spécifiques, troubles d'apprentissage, maîtrise inégale de la langue), et de la pénurie d'enseignants – particulièrement marquée lors des remplacements de longue durée – engendre une instabilité préjudiciable à la qualité de l'enseignement. Cette situation contribue à une démotivation croissante chez les élèves, y compris parmi les plus investis, et fragilise les conditions de travail des enseignants, notamment ceux en formation, qui se retrouvent confrontés à des réalités très complexes sans accompagnement suffisant. Certaines enseignantes ont même avoué être tout proche du « Burnout ».

Ces constats posent une question centrale : comment garantir à chaque enfant les conditions nécessaires à un apprentissage de qualité, dans un cadre structuré et équitable ?

Parce que l'apprentissage est la mission première de l'école, il doit rester au cœur des préoccupations politiques. Il en va de la qualité de l'école publique, de l'égalité des chances, de la réussite des jeunes générations, mais aussi de l'attractivité du métier d'enseignant et, à plus long terme, de la cohésion sociale et de l'avenir de notre commune.

Nous adressons donc les questions suivantes au Conseil communal :

- Le Conseil communal est-il informé de cette problématique et comment en évalue-t-il la gravité ?
- Une concertation avec les autorités cantonales est-elle prévue ou déjà engagée ?
- Quelles mesures concrètes pourraient être envisagées à court et moyen terme afin de garantir aux enfants un cadre d'apprentissage favorable et de soutenir durablement les équipes éducatives dans leurs missions ?

Nous remercions d'avance le Conseil communal pour ses réponses et le prions de considérer cette problématique avec l'importance qu'elle exige.

Pour le groupe PLR

Christine Domont

